

23/09/2011



Assemblée générale

AG/11152

Département de l'information • Service des informations et des accréditations • New York

Assemblée générale
Soixante-sixième session
19^e, 20^e & 21^e séances plénières
Matin, après-midi & soir

LE PRÉSIDENT DE L'AUTORITÉ PALESTINIENNE APPELLE LES ÉTATS MEMBRES À SOUTENIR LA DEMANDE D'ADMISSION DE LA PALESTINE À L'ONU

**« Israël veut la paix avec un État palestinien, mais
les Palestiniens veulent un État sans la paix », avertit Benjamin Netanyahu**

« Le moment est venu de mettre un terme aux souffrances de millions de Palestiniens. Le moment est venu pour établir un État palestinien indépendant. » C'est en ces termes et sous un tonnerre d'applaudissements que le Président de l'Autorité palestinienne, M. Mahmoud Abbas, a annoncé aujourd'hui à l'Assemblée générale qu'il avait présenté au Secrétaire général une demande d'admission aux Nations Unies de l'État de la Palestine.

« Mon peuple cherche à exercer son droit à mener une vie normale, comme le reste de l'humanité », a-t-il affirmé, avant de citer le poète Mahmoud Darwish. « Debout, nous nous tenons, avec un seul et unique objectif: exister. Et nous existerons. »

Il a indiqué que les frontières de l'État dont il demandait l'adhésion étaient celles de 1967, avec Jérusalem-Est pour capitale. Il a ensuite prié le Secrétaire général de transmettre sa demande, qui n'est en rien une tentative de délégitimation de l'État d'Israël, au Conseil de sécurité et a souhaité que ses membres la considèrent de manière favorable.

« Israël veut la paix avec un État palestinien, mais les Palestiniens veulent un État sans la paix », lui a répondu le Premier Ministre israélien, M. Benjamin Netanyahu, qui a pris la parole peu de temps après le leader palestinien. S'adressant directement au Président Abbas, il a déclaré: « Je ne peux pas faire la paix sans toi. Je te tends ma main, celle de la paix ». Puis, il a invité M. Abbas à le rencontrer dès aujourd'hui, ici même à New York, en lui demandant de ne pas négocier sur les négociations.

Les interventions des deux hommes ont mis à jour certains points d'achoppement, au premier chef la construction de colonies de peuplement par Israël sur le territoire palestinien.

Pour M. Abbas, il s'agit d'une politique de confiscation systématique des terres palestiniennes, procédant d'un véritable « apartheid ». Il a ajouté que la puissance occupante s'était lancée dans une course contre la montre pour redessiner les frontières de la Palestine à son avantage, misant sur la politique du fait accompli et sapant de facto la viabilité d'un État palestinien.

M. Netanyahu lui a répondu que les implantations n'étaient qu'un état de fait récent dans un conflit vieux de plusieurs décennies. Il lui a rappelé que le cœur du conflit ne résidait pas dans les colonies de peuplement mais bel et bien dans le refus des Palestiniens de reconnaître l'intangible caractère juif de l'État d'Israël.

Il est « futile », a estimé M. Abbas, de s'engager dans des négociations en l'absence de paramètres clairs et d'un calendrier défini. Pour sa part, le Premier Ministre israélien a indiqué que la paix ne pouvait résulter de résolutions des Nations Unies mais plutôt des négociations, qui devront, pour Israël, poser comme préalable la garantie de la sécurité de l'État juif. Lorsque ce sera fait, a assuré M. Netanyahu, « Israël sera le premier État à accueillir l'État palestinien », avant de faire observer que l'islam radical était une grande menace pour le monde.

Ce troisième jour de débat a également été marqué par le premier discours de M. Salva Kiir Mayardit, Président du Soudan du Sud, 193^{ème} et dernier État à être admis au sein de l'ONU. M. Kiir s'est montré lucide sur les défis qui attendent son pays âgé de seulement « deux mois et quatorze jours ».

Le chemin qui permettra au Soudan du Sud de sortir de l'abîme de pauvreté dans lequel il se trouve actuellement sera long, a-t-il ainsi affirmé, en souhaitant que le soutien et la solidarité de la communauté internationale qui ont accompagné l'indépendance du Soudan du Sud se traduisent par une assistance substantielle. Il a ensuite exhorté le Soudan à consentir à un tracé rapide de la frontière entre les deux États et à accepter que le différend sur la souveraineté de diverses zones frontalières soit porté devant une instance d'arbitrage international.

Le Président de la Serbie, M. Boris Tadić, a salué l'indépendance du Soudan du Sud, résultat de longues négociations entre les deux parties, regrettant que le même processus ne puisse être reproduit au Kosovo. Il a déploré que les Serbes négocient avec Pristina « avec un fusil sur la tempe, sous la constante menace de l'isolement international ».

Le Président nouvellement élu d'Haïti, M. Michel Martelly, a, de son côté, mis en garde contre un retrait « sans préavis » de la Mission des Nations Unies pour la stabilisation en Haïti (MINUSTAH).

Enfin, les dirigeants de plusieurs États du Pacifique se sont interrogés sur l'avenir de leur pays, menacé de disparition en raison de la montée des eaux. « Beaucoup d'enfants de mon pays, a déclaré le Président de Kiribati, ne veulent pas dormir la nuit parce qu'ils ont peur des grandes marées. » Le Président de Nauru a, quant à lui, exhorté le Secrétaire général de développer les capacités de réaction de l'ONU face aux changements climatiques et de nommer un représentant spécial sur les changements climatiques.

Le débat général de l'Assemblée générale se poursuivra demain, samedi 24 septembre, à 9 heures.

RAPPORT DU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL SUR L'ACTIVITÉ DE L'ORGANISATION (A/66/1)

Suite du débat général

M. JOHN EVANS ATTA MILLS, Président du Ghana, a espéré que le Soudan du Sud, nouvel État Membre de l'Organisation, connaîtra croissance et prospérité. Il a ensuite réaffirmé l'appui de son pays aux réformes en cours entreprises aux Nations Unies dans le domaine du maintien et de la consolidation de la paix, en consultation avec les pays contributeurs de troupes et de police. Tant que le Ghana disposera des capacités financières, matérielles et humaines au niveau national, il continuera de fournir des troupes et du personnel de police aux opérations de l'ONU. Toutefois, le Président a souligné la nécessité de partager équitablement entre les États Membres le fardeau et les coûts que représentent pour les Nations Unies toutes ces activités. M. Mills a estimé qu'un traité fort et efficace sur le commerce des armes est indispensable pour empêcher le flux des armes conventionnelles vers des lieux où elles sont susceptibles de semer le trouble et d'exacerber les tensions. Pour des pays en développement tels que le Ghana, la prolifération illicite des armes légères et de petit calibre (ALPC) continue de menacer la sécurité nationale, mais aussi la stabilité socioéconomique et politique, compte tenu de ses liens avec le terrorisme, la criminalité transnationale organisée, les drogues et la traite des personnes.

La célébration du dixième anniversaire de la Déclaration et du Programme d'action de Durban donne aux États Membres l'occasion de renforcer leur engagement politique dans la lutte contre le racisme et la discrimination raciale sous toutes ses formes, a poursuivi le Président. Quant à la Réunion de haut niveau sur les maladies non transmissibles, le Ghana note qu'elle a bien fait de se concentrer sur l'impact de ces maladies sur les pays en développement qui manquent d'infrastructures sanitaires et de systèmes de protection sociale. M. Mills a déclaré que les changements climatiques étaient l'un des défis du développement humain au XXI^e siècle. Bien que les émissions de gaz à effet de serre sur le continent africain ne représentent que 4%, les pays africains sont particulièrement vulnérables. « Il faut une action urgente et concertée pour maximiser les opportunités que représentent les changements climatiques », a-t-il dit, en se référant aux prochaines négociations de Durban. Si la communauté internationale et les États investissent dans les infrastructures, les institutions et la technologie, le potentiel agricole peut être démultiplié et les ressources en eau ainsi que la forêt tropicale peuvent être conservées. Le Président du Ghana a fait remarquer que les élections présidentielle et législatives se tiendront dans un an et que la commission électorale a mis en place des mesures pour garantir le droit des Ghanéens à une élire le gouvernement de leur choix.

M. JALAL TALABANI, Président de l'Iraq, a indiqué que son pays avait parcouru un long chemin vers l'établissement d'une société apaisée, basée sur la démocratie et les droits de l'homme. Comme l'Iraq, le changement est devenu une composante essentielle des aspirations des autres peuples arabes, a-t-il poursuivi. Il a ajouté, qu'en raison des avancées dans le rétablissement de la sécurité, de la levée des sanctions qui frappaient l'Iraq depuis l'invasion du Koweït et d'un plan d'investissements ambitieux qui pourrait créer quatre millions d'emplois ces cinq prochaines années, son pays prenait résolument la voie du développement économique.

Concernant le retrait des troupes américaines d'Iraq, prévu à la fin de cette année, M. Talabani a indiqué que les Forces de sécurité iraqiennes étaient prêtes à prendre le relais. Il a néanmoins reconnu le besoin de son gouvernement de s'attacher aux services d'un certain nombre d'experts américains, afin de consolider les institutions iraqiennes. Il a ajouté que la politique étrangère de l'Iraq était basée sur les principes de bon voisinage et de règlement pacifique des différends. Dans ce droit fil, il a invité la Turquie et l'Iran à recourir au dialogue et à cesser les bombardements sur les territoires iraqiens de la région du Kurdistan, responsables de la mort d'un nombre important de civils innocents.

Le Président iraquien a ensuite reconnu le droit légitime de chaque État, y compris l'Iran, d'utiliser l'énergie nucléaire à des fins pacifiques, avant de souhaiter que le dialogue et la diplomatie prévalent sur ce dossier. Il a apporté son soutien à la demande d'adhésion aux Nations Unies d'un État palestinien, formulée par l'Autorité palestinienne, exhortant ensuite Israël à se retirer des territoires occupés depuis 1967 et à adhérer au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP), afin d'ouvrir la voie à la dénucléarisation du Moyen-Orient. S'agissant des changements en cours dans le monde arabe, M. Talabani, en tant que président d'un pays qui a connu plus tôt cette évolution, a souhaité que les pièges des divisions ethniques et confessionnelles soient évités. Il a ensuite indiqué que son pays continuerait de renforcer sa coopération avec les pays amis de l'Iraq, notamment les États-Unis et l'Union européenne, pays auxquels l'Iraq est lié par des mécanismes d'action ambitieux qui seront pleinement mis en mouvement dans les années à venir. Il veillera ainsi à élargir davantage encore la coopération avec les États-Unis, basée sur l'Accord global stratégique signé en 2008, après le retrait des troupes américaines.

M. VÁCLAV KLAUS, Président de la République tchèque, a souligné que la médiation et la résolution des conflits par le biais des moyens pacifiques forment le cœur des principes de la politique étrangère de son pays. Il y a 15 ans, a-t-il rappelé, la dissolution de l'ancienne République de Tchécoslovaquie s'était faite sans efforts de médiation extérieure. « Notre expérience nous enseigne que face à un conflit, la solution doit toujours venir des pays de la région concernée, autour de négociations impliquant les États en conflit, a précisé le Président. C'est dans ce contexte qu'il a appelé Israéliens et Palestiniens à trouver, eux-mêmes, la voie de la résolution de leur conflit. « Je partage la position du Président américain, M. Barack Obama, selon laquelle il n'existe pas de raccourci pour mettre fin à un conflit qui dure depuis des décennies », a déclaré M. Klaus.

Le Président tchèque a, par ailleurs, soutenu les pays d'Afrique du Nord, lancés dans une phase de transition vers des régimes plus démocratiques. L'ancrage des changements souhaités dans

ces pays ne pourra se faire dans le cadre d'arrangements décidés au sein de conférences internationales, a-t-il averti. Il appartient aux pays concernés de le faire, au niveau interne. Néanmoins, a-t-il poursuivi, la communauté internationale doit accroître ses efforts de coopération avec ces pays, notamment à travers des mesures commerciales justes et transparentes permettant de parvenir à la prospérité. Passant ensuite à la question du nucléaire, M. Klaus a estimé que l'accident qui a eu lieu cette année, dans les centrales de Fukushima au Japon, ne remet pas en question les efforts en cours concernant l'énergie nucléaire. Les atouts économiques de cette énergie sont à la fois très convaincants et rationnels, a-t-il défendu. L'énergie nucléaire est stable, légitime et pour certains pays, une source énergétique irremplaçable.

M. GURBANGULY BERDIMUHAMEDOV, Président du Turkménistan, a affirmé que la paix ne pouvait être obtenue que par le biais du développement. Dans ce contexte, notre pays accorde une priorité à une politique étrangère pacifique, à des rapports de bon voisinage et de sécurité mutuelle, et aux processus de paix. Au niveau régional, le Président a expliqué que son pays avait proposé un certain nombre d'initiatives pour maintenir la paix en Asie centrale et aux abords de la mer Caspienne. Le Turkménistan a même pour projet d'organiser l'an prochain un forum sur la sécurité dans la région, avec pour finalité de créer un conseil consultatif sur le développement pacifique en Asie centrale et dans la région de la mer Caspienne. Par ailleurs, a expliqué le Chef de l'État turkmène, son gouvernement est engagé dans la réalisation de son développement durable et dans la création de modèles d'action multilatérale capables de répondre aux défis internationaux. Le Turkménistan prendra également part à Rio+20, a annoncé son Président, qui considère ce Sommet mondial comme une manifestation de première importance. Dans le contexte du maintien d'une croissance économique durable, M. Berdimuhamedov a souligné l'importance de créer une infrastructure de transport moderne et adaptée aux exigences de l'espace eurasiatique. Par ailleurs, il a annoncé que son pays avait l'intention d'élaborer un document stratégique ambitieux sur la lutte contre les changements climatiques au niveau national. Il a aussi proposé la création d'une institution spécialisée des Nations Unies – un centre interrégional des Nations Unies – pour relever les défis qui se posent en ce domaine. Le Président a, en conclusion, préconisé l'organisation d'une réunion internationale à Achgabat en 2012, afin de réunir toutes les parties prenantes pertinentes à l'examen de la question de l'octroi de la citoyenneté aux réfugiés et aux personnes apatrides, sous l'égide du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés.

M. CARLOS MAURICIO FUNES CARTAGENA, Président d'El Salvador, a reconnu que les peuples exigeaient des dirigeants politiques qu'ils apportent des réponses en ces temps d'incertitude et de crise sur les plans économique, social et géopolitique. Ils leur demandent aussi de trouver un nouveau consensus international, et de « repenser la politique », afin que la planète soit plus juste, stable et sûre. Il n'y a rien qui mine plus le moral et l'âme des peuples que la peur et le manque de confiance, a-t-il insisté.

Au cours des 30 dernières années, l'injustice a augmenté au rythme de la crise économique et financière, a poursuivi M. Funes Cartagena. « Le combat contre la pauvreté et les inégalités est la meilleure des politiques économiques », et il faut centrer le débat politique sur les besoins des individus. La réalité étant aussi faite de conflits, l'Assemblée générale doit s'attacher à trouver des solutions pacifiques et des stratégies de prévention face aux situations d'instabilité. À cet égard, le Président a appuyé la reconnaissance d'un État palestinien.

M. Funes Cartagena a déclaré qu'El Salvador était confronté à un véritable phénomène de « terrorisme » avec la criminalité transnationale organisée et le trafic des drogues. De nombreux pays latino-américains servent de couloirs pour le trafic illicite et ont des institutions corrompues. Ils sont d'autant plus menacés qu'ils ont un taux de pauvreté élevé. « Nous sommes les véritables victimes de la criminalité organisée. Nos pays et nos peuples souffrent de cette violence et pleurent leurs morts », s'est-il lamenté. Le Président a souligné que les États-Unis étaient le plus grand marché et le plus grand consommateur de drogues. Ce sont 100 000 millions de dollars qui traversent les frontières, protégés par un arsenal d'armes, détruisant au passage le tissu social et infiltrant les organes de l'État. C'est pourquoi, il a appelé le « grand voisin nord-américain » à prendre la tête de la bataille contre la criminalité organisée. El Salvador, pour sa part, travaille à renforcer ses institutions. Il partage des stratégies de lutte avec le Mexique, la Colombie et les États-Unis.

M. MAHINDA RAJAPAKSA, Président du Sri Lanka, a déclaré qu'en dépit des références répétées, par plusieurs États, au droit des Palestiniens à leur propre État, au sein de frontières sûres, la communauté internationale n'avait toujours pas fait de cet appel une réalité. C'est une véritable déception, a-t-il dit, précisant cependant qu'il y a « maintenant une opportunité ouverte et que nous devons l'utiliser, avant qu'il ne soit trop tard ». Il en va de la sécurité et du bien-être de la région, y compris d'Israël. À l'heure actuelle, a poursuivi M. Rajapaksa, le défi le plus significatif au progrès et à la stabilité du monde moderne est le terrorisme. De récents exemples dans le monde ont démontré que la mise en place de mesures discriminatoires peut être à l'origine de la mort d'innocents par le fait d'actes de terrorisme, a-t-il dit. Ce fléau est une menace à laquelle même les plus riches et les plus puissants ne peuvent échapper. En tant que dirigeant d'une nation qui a souffert du terrorisme durant un quart de siècle, je tiens à souligner que « nous devons fermement débarrasser le monde de cette menace », a insisté le Président du Sri Lanka.

Le Président a ensuite estimé que le combat pour la paix était aussi important et difficile que celui contre la terreur. Après l'éradication du terrorisme au Sri Lanka, par la mise à terme des activités des Tigres de libération de l'Eelam tamoul (LTTE), le Gouvernement s'est attelé à construire une nouvelle nation unie, a-t-il expliqué. La réinstallation de plus de 95% des déplacés, qui constituaient le plus grand nombre de civils emprisonnés par un groupe terroriste à une période donnée, est un accomplissement dont nous sommes fiers, a dit M. Rajapaksa. Dans le nord du pays, a-t-il fait savoir, les forces armées sont engagées dans le développement d'infrastructures détruites par les terroristes durant trois décennies. Contrairement à une propagande mensongère le nombre des personnels militaires dans la région est à un niveau minimum. La croissance économique de 22% connue par la région du Nord est une claire indication des réussites accomplies par le Gouvernement.

La communauté internationale doit accompagner notre nation sur ce nouveau chemin, a ensuite estimé le Chef d'État, qui a également demandé « à ses amis distants d'abandonner les idées préconçues à l'égard du Sri Lanka ». Après trois décennies sombres, mon pays arrive enfin à la lumière et s'engage vers un futur prometteur. « Nous devons nous voir accorder du temps et de l'espace pour tracer notre destinée conformément aux aspirations de notre propre peuple », a-t-il souhaité. Il a conclu en s'insurgeant contre les subventions agricoles offertes par certains gouvernements occidentaux à leurs producteurs. Le recours à ces subventions détruit les capacités des agriculteurs des pays en développement et limite leur accès de façon égalitaire aux marchés internationaux.

M. ISMAËL OMAR GUELLEH, Président de Djibouti, a tout d'abord invité la communauté internationale à accorder une attention particulière à la « situation unique » des pays les moins avancés (PMA), et à les soutenir davantage en allégeant le fardeau croissant de la dette, en les assistant à améliorer leur capacité de production et en leur facilitant l'accès aux marchés mondiaux à des conditions plus favorables. Commentant la situation qui prévaut dans la corne de l'Afrique et qui touche également son pays, il a affirmé que la crise actuelle n'était pas soudaine et que son pays avait déjà tiré la sonnette d'alarme en 2010 lorsque les premiers signes avant-coureurs avaient fait leur apparition. Les mesures d'urgence ne sauraient répondre à elle seules aux défis auxquels nous sommes actuellement confrontés, a signalé M. Guelleh. Il a estimé que compte tenu du caractère endémique des sécheresses dans la région, il fallait aller au-delà de la « gestion réactive ». « Nos efforts doivent se concentrer sur la gestion préventive à long terme », a-t-il souligné.

Le Président de Djibouti a ensuite évoqué sa visite, le mois dernier, à Mogadiscio où, a-t-il affirmé, « la vie a repris ses droits pour la première fois depuis le début du conflit armé en 1991 ». Il a estimé que, grâce à la situation sécuritaire maîtrisée dans la capitale, le peuple et les dirigeants de la Somalie avaient devant eux une opportunité « sans précédent » de faire renaître une paix durable, de mettre un terme à « l'interminable » processus de transition et de faire avancer le pays vers une gouvernance permanente « d'ici à l'année prochaine ». Il a toutefois estimé que la communauté internationale ne devait pas perdre de vue « les faiblesses évidentes » du Gouvernement de transition et qu'elle devait s'efforcer de lui fournir les ressources nécessaires pour renforcer ses capacités. S'agissant du conflit frontalier qui oppose Djibouti à l'Érythrée, M. Guelleh a signalé que le sort des 19 prisonniers de guerre djiboutiens, dont l'Érythrée « refuse de reconnaître l'existence » était un sujet de grave préoccupation. Il a expliqué que son gouvernement était convaincu que la médiation était la seule issue pour aboutir à une paix durable, et c'est pourquoi il avait accepté le stationnement de troupes qatariennes à la frontière entre son pays et l'Érythrée. Le Chef d'État a souligné les vertus du

dialogue et de la médiation, estimant que l'exemple le plus récent d'une telle réussite était « sans conteste » la naissance de la nouvelle nation du Soudan du Sud. Il a ensuite affirmé que l'heure était venue de reconnaître le droit de la Palestine de devenir un État à part entière.

M. HIFIKEPUNYE POHAMBBA, Président de la Namibie, a reconnu la légitimité des aspirations démocratiques qui se sont exprimées dans les pays frères de la Tunisie et de l'Égypte. Cela ne doit néanmoins pas être le prétexte à des tentatives d'ingérence dans les affaires internes des États, a-t-il poursuivi. Déplorant que les efforts de l'Union africaine pour une solution négociée en Libye aient été largement ignorés, il a comparé l'action étrangère en Libye à la Conférence de Berlin de 1883-1884, de triste mémoire, qui avait marqué le partage de l'Afrique par les puissances impériales. Jamais dans l'histoire des Nations Unies, le sacro-saint principe de non-intervention n'a été aussi compromis, a-t-il déclaré.

Le Président de la Namibie a ensuite plaidé pour la tenue d'un référendum impartial au Sahara occidental, avant d'apporter son soutien à la demande d'adhésion aux Nations Unies d'un État palestinien. Puis, il a souhaité qu'un soutien financier adéquat soit apporté à Madagascar et que la communauté internationale s'implique plus activement dans la mise en œuvre de la Feuille de route. Soulignant les défis aigus posés par les changements climatiques, notamment en Namibie, il a exhorté les États Membres à faire en sorte que la prochaine session de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques aboutisse à des résultats tangibles. Enfin, dans le droit fil de la position africaine, M. Pohamba a appelé de ses vœux à une réforme du Conseil de sécurité, afin d'en améliorer la représentativité et la transparence.

M. SALVA KIIR, Président du Soudan du Sud, a exprimé sa profonde gratitude à la communauté internationale pour l'accueil chaleureux qui a été fait à son pays, âgé seulement, a-t-il rappelé, de deux mois et de 14 jours. Il a tenu à remercier tous ceux qui s'étaient tenus aux côtés du Soudan du Sud dans sa longue lutte pour l'indépendance, notamment les pays de la « Troïka » et les pays amis de l'Autorité intergouvernementale pour le développement (IGAD). Il a ensuite indiqué que son pays est en cours de construction, et non de reconstruction, tant les besoins sont importants. Il a souhaité que les manifestations de soutien et de sympathie qui ont accompagné l'indépendance du Sud-Soudan trouvent leur prolongement dans une assistance tangible pour le développement du pays. « Notre marche pour sortir de l'abysse de pauvreté dans lequel nous nous trouvons sera longue », a-t-il averti.

Le Soudan du Sud, a-t-il assuré, suivra une stratégie de diversification de son économie, afin de réduire la dépendance vis-à-vis du pétrole dont le Soudan du Sud est abondamment doté. Ces ressources pétrolières devraient servir de catalyseur afin de libérer le potentiel du pays, notamment dans le domaine agricole. Le Président a exprimé l'ambition que son pays devienne une puissance agro-industrielle régionale, qui puisse se dispenser de l'aide des autres pays. Il a formé le vœu que les modalités de l'assistance extérieure dont son pays pourrait bénéficier respectent les choix économiques et politiques du Soudan du Sud. La stabilité politique sera cruciale pour parvenir à la prospérité, a-t-il poursuivi, avant de se féliciter du pluripartisme en cours dans son pays.

Le Président a ensuite affirmé que le Soudan du Sud adhérerait pleinement aux principes du respect de la souveraineté et de l'intégrité territoriale de tous les États, y compris le Soudan, dans les affaires intérieures duquel le Soudan du Sud ne s'immiscera pas. Il a ensuite exhorté le Soudan à œuvrer à la résolution pacifique des conflits en cours dans les zones frontalières avec le Soudan du Sud. Il a souligné, à cet égard, l'avancée positive représentée par la réhabilitation par le Gouvernement soudanais de l'Accord global d'Addis-Abeba sur la situation dans l'État du Kordofan méridional. Il a exhorté le Soudan à consentir à un tracé rapide de la frontière entre les deux États avec l'aide de la communauté internationale. Il a souhaité que Khartoum consente à ce que le différend concernant les souverainetés concurrentes sur diverses zones frontalières soit porté devant une instance d'arbitrage international. Il a félicité le Soudan pour avoir ouvert la voie à une mise en œuvre complète de la Force intérimaire de sécurité des Nations Unies pour Abyei, avant d'émettre le vœu que les deux pays aboutissent à un accord sur la question d'Abyei dans le droit fil de l'Accord de paix global. Sur le plan économique, il a appelé de ses vœux la conclusion d'un accord qui garantirait à Khartoum un revenu conséquent découlant de l'utilisation des infrastructures d'exportation du pétrole soudanais. Avant de conclure, il s'est dit convaincu que le Soudan du Sud apportera sa pierre à la construction d'un monde de paix et de prospérité.

M. SERZH SARGSYAN, Président de l'Arménie, s'est félicité des efforts de médiation menés par des structures et organisations régionales à travers le monde, dans le but de préserver la paix et la sécurité, ainsi que pour résoudre les conflits par l'usage de moyens pacifiques. Il a noté les avantages de ce type de médiation régionale, notamment la connaissance des acteurs en conflit, celle du terrain, et de la proximité culturelle. La réussite de toute médiation, a-t-il souligné, exige entre autres, la définition d'un mandat clair. L'une des priorités que doivent poursuivre les médiateurs est celle de prévenir toute reprise des hostilités entre des parties en conflit, a-t-il ajouté.

Le Président Sargsyan a par ailleurs salué l'admission du Soudan du Sud au sein des Nations Unies, après avoir exercé son droit légitime à l'autodétermination. Le peuple du Nagorno-Karabakh a, lui aussi, fait ce choix de l'autodétermination, il y a 20 ans, en résistant à la guerre menée contre lui par l'Azerbaïdjan. Malheureusement, à ce jour, l'Azerbaïdjan se montre peu coopératif pour conclure les négociations entamées sous les auspices de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE), en vue d'apaiser les tensions entre les deux entités. L'Azerbaïdjan a-t-il affirmé, a décidé de répandre au sein de sa population le sentiment xénophobe contre la population arménienne du Nagorno-Karabakh. La politique d'Azerbaïdjan est de faire disparaître tous les signes de la présence arménienne au Nagorno-Karabakh. En outre, l'Azerbaïdjan continue de refuser les propositions de la communauté internationale visant à sceller le non-recours à la force et l'instauration de mesures de confiance, avec l'Arménie, a-t-il dit.

Hier, a rappelé M. Sargsyan, l'Assemblée générale a insisté sur la nécessité de renforcer la Déclaration et le Programme d'action de Durban contre le racisme et la discrimination. Malheureusement, les Arméniens sont encore victimes de cette intolérance dont on a fait mention hier, a-t-il soutenu, en regrettant, à ce propos le fait que la Turquie continue, quant à elle, de nier le génocide commis contre le peuple arménien. À la veille de « Rio+20 », la communauté internationale doit faire preuve de sa détermination à honorer ses engagements en faveur de la région du Sud-Caucase, un espace de coopération et de prospérité, a ajouté M. Sargsyan. Les dirigeants de la région doivent, eux aussi, avancer ensemble vers la création d'un futur prospère et pacifique pour les générations à venir, a-t-il conclu.

M. MAHMOUD ABBAS, Président de l'Autorité palestinienne, a rappelé l'espoir qui avait présidé à une reprise des négociations, sous les auspices notamment du Président des États-Unis, en septembre 2010. Cet espoir a été déçu, a-t-il ajouté, en raison du refus du Gouvernement israélien de s'accorder sur les paramètres de négociation, pourtant largement agréés par la communauté internationale. La poursuite des implantations sur le Territoire palestinien est au cœur de la politique d'occupation coloniale israélienne, avec les discriminations et la violence qui la caractérisent, a-t-il indiqué. M. Abbas a ajouté que cette politique était la raison essentielle de l'échec des pourparlers de paix et de l'ensevelissement de l'espoir né des Accords de 1993. Dans le droit fil de nombre de rapports des Nations Unies, ainsi que de plusieurs institutions israéliennes, M. Abbas a critiqué la construction de nouvelles implantations en Cisjordanie et à Jérusalem -dont le Gouvernement israélien n'hésite pas à se réjouir-, qui s'apparente à une confiscation systématique de terres palestiniennes. Le Président de l'Autorité palestinienne a indiqué que la puissance occupante s'était lancée dans une course contre la montre pour redessiner les frontières de la Palestine à son avantage, misant sur la politique du fait accompli et sapant de facto la viabilité d'un État palestinien. Dans le même temps, Israël continue son embargo sur Gaza et ses incursions dans les zones de Cisjordanie sous contrôle de l'Autorité palestinienne. Ces actes très graves découlent d'une approche unilatérale d'Israël, a-t-il déploré, avant d'exprimer ses craintes que le conflit, en raison du contexte régional inédit, ne se transforme en conflit religieux menaçant à la fois le futur des Palestiniens chrétiens et musulmans et des citoyens israéliens.

M. Abbas a rappelé ensuite les points essentiels de la position de l'Autorité palestinienne, notamment l'objectif de la réalisation du droit inaliénable du peuple palestinien à disposer d'un État, avec Jérusalem-Est comme capitale, qui couvrirait les territoires de la Cisjordanie et de Gaza occupés par Israël en 1967. Le règlement juste de la question du retour des réfugiés se ferait, a-t-il souligné, dans le droit fil de la résolution 194. Il a ensuite rappelé que l'Autorité palestinienne prônait le renoncement à la violence et se tenait prête pour un retour immédiat à la table des négociations, sur la base des paramètres agréés par la communauté internationale et de la cessation complète des activités de colonisation. Il a ajouté que l'Autorité palestinienne ne cherchait en rien à délégitimer l'État d

Israël. « Construisons ensemble un futur au sein duquel nos enfants connaîtront la liberté, la prospérité et la sécurité. Construisons des ponts plutôt que des murs de séparation », a exhorté M. Abbas, en s'adressant directement à Israël.

Le Président de l'Autorité palestinienne a ensuite passé en revue les avancées décisives enregistrées dans l'édification d'un État palestinien viable et démocratique, avec notamment la protection des libertés publiques, la promotion de la règle de droit ainsi que la participation accrue des femmes et le raffermissement de la société civile. Il a assuré qu'il avait œuvré à la restauration de l'unité palestinienne et à la réconciliation nationale, en choisissant la voie des élections législatives et présidentielles. Ces résultats tangibles, reconnus par plusieurs organisations internationales comme les Nations Unies et la Banque mondiale, ouvrent la voie à l'avènement d'un État indépendant, a-t-il ajouté. L'instauration de la paix ne peut résulter des méthodes habituellement employées et qui, de surplus, ne marchent pas, a-t-il dit. Le statu quo n'est pas non plus tenable. C'est pourquoi, il est futile de s'engager dans des négociations en l'absence de paramètres clairs et d'un calendrier défini », a-t-il estimé avant de parler du « moment de vérité » auquel était parvenu le peuple palestinien. « Est-ce que le monde continuera de tolérer l'occupation israélienne, la dernière à avoir cours dans le monde? Est-ce que le monde continuera d'accepter qu'Israël demeure au-dessus des lois? » a-t-il demandé. « Cela suffit », a-t-il martelé. Le moment de la fin des souffrances de millions de Palestiniens est venu, a-t-il dit. Dans la continuité du printemps arabe, « l'heure a sonné » pour un État palestinien indépendant, a-t-il renchéri. « Mon peuple cherche à exercer son droit à mener une vie normale, comme le reste de l'humanité ». Citant le poète Mahmoud Darwish, il a déclaré: « nous nous maintenons dans la permanence et l'éternel avec un seul et unique objectif: exister. Et nous existerons », a-t-il affirmé. M. Abbas a en conséquence annoncé qu'il avait présenté au Secrétaire général une demande d'admission aux Nations Unies de l'État de la Palestine sur la base des frontières de 1967, avec Jérusalem-Est comme capitale. Il a ensuite prié le Secrétaire général de transmettre sa demande au Conseil de sécurité et souhaité que ses membres la considèrent de manière favorable. « La Palestine renaît et marche vers son destin », a-t-il conclu.

M. YOSHIHIKO NODA, Premier Ministre du Japon, a fait part de son émotion profonde face aux témoignages de compassion des peuples du monde après le tremblement de terre dans son pays qui a fait 20 000 morts il y a six mois. Les Japonais se souviendront toujours de ces liens qui unissent le Japon et la communauté internationale, a-t-il assuré, détaillant les efforts du Gouvernement pour reconstruire les zones affectées par la catastrophe et pour regagner le contrôle de la situation dans la centrale nucléaire de Fukushima. « Nous faisons des progrès réguliers sur ce dossier », a-t-il assuré. Alors que le monde est aujourd'hui le théâtre d'énormes changements, le Japon a pris à nouveau conscience de l'importance des liens avec le reste du monde et de ce que signifie promouvoir la sécurité humaine.

Le Japon a une longue tradition dans l'assistance aux pays en développement, basée sur la conviction qu'un développement économique repose sur une classe moyenne forte. Pour renforcer cette classe moyenne, il est nécessaire de construire une fondation sociale au sein de laquelle tous les individus peuvent développer leurs capacités à leur maximum, a expliqué le Premier Ministre, appelant à ne pas laisser les incertitudes économiques mondiales et l'instabilité financière entraver les efforts de la communauté internationale vers la croissance. Parvenir à la croissance et à la santé financière représente le plus crucial des défis auxquels le monde est confronté aujourd'hui, a-t-il estimé, avant d'annoncer que son pays allait promouvoir une société faible en émissions de carbone et une transition vers une économie verte. Le Japon continuera d'améliorer ses excellentes technologies qui sont sûres et respectueuses de l'environnement et cherchera à construire un futur sûr et meilleur, a-t-il assuré.

M. Noda a rappelé que la vague du tsunami avait atteint 40 mètres, la plus haute jamais enregistrée dans le pays. La première leçon de cette tragédie est l'importance de la coopération internationale dans la réduction des risques aux catastrophes, un domaine dans lequel le Japon fournit un soutien actif, notamment à l'Indonésie, la Chine, Haïti et la Nouvelle-Zélande, et auquel il souhaite consacrer une conférence internationale en 2015. En outre, le pays entend contribuer positivement au renforcement de la sécurité de l'énergie nucléaire mondiale, en tirant les leçons de l'accident de Fukushima. Même si certains pays, malheureusement, imposent toujours des restrictions injustifiées sur les importations japonaises, notre gouvernement continuera de fournir des informations rapides et pertinentes sur ces questions, dans la transparence, a-t-il déclaré. Le Japon reste également engagé dans la lutte contre la piraterie au large de la Somalie, ainsi que contre le terrorisme, et continuera de

contribuer aux efforts en matière de maintien de la paix des Nations Unies. Il poursuit également les efforts visant à garantir un monde sans armes nucléaires et exhorte la République populaire démocratique de Corée, « une menace pour toute la communauté internationale », à prendre des mesures concrètes sur cette question. Le Premier Ministre a également plaidé pour une réforme du Conseil de sécurité des Nations Unies, « absolument nécessaire et urgente ». Le Japon va d'ailleurs lancer des négociations substantives afin d'avancer, de manière tangible, sur cette réforme lors de cette session de l'Assemblée générale. Avant de conclure, M. Noda a annoncé le soutien de son pays au Soudan du Sud et à la Mission des Nations Unies dans le pays, ainsi qu'une nouvelle donation, s'ajoutant aux 100 millions de dollars déjà affectés, à la crise humanitaire dans la corne de l'Afrique. De même, le Japon est disposé à dégager des prêts d'un montant total de près d'un milliard de dollars pour soutenir les efforts de réforme et de démocratisation dans les pays du « printemps arabe ».

M. LYONCHOEN JIGMI YOEZER THINLEY, Premier Ministre du Bhoutan, a confié qu'en 25 ans de participation à l'Assemblée générale, il n'avait eu de raisons d'espérer qu'une seule fois, lors de la fin de la guerre froide. Ce qui a ensuite prévalu est un sentiment de trahison et de désillusion face à un monde encore plus divisé et dangereux. Manquant de volonté politique et en fait, de lucidité, nous récusons avec des arguments malicieusement ce que nous savons être la raison de nos problèmes, a-t-il dit, et nous continuons à acquérir des armes pour prévenir la guerre, répondons aux changements climatiques avec davantage d'émissions néfastes, faisons une course à la production et à la consommation face à des ressources qui s'épuisent, et idéalisons l'individualisme alors que la famille et la communauté s'effondrent dans un contexte de dislocation sociale, de crime, de maladie mentale, de solitude et de suicide. M. Thinley a estimé que trop longtemps, la communauté internationale a refusé de voir que les problèmes sont interconnectés et qu'il fallait quitter les rails des modèles économiques basés sur le PIB. Les marchés réduisent l'humanité en esclavage, détruisent nos systèmes d'assistance et menacent notre survie à long terme, a-t-il dénoncé.

C'est pourquoi le Bhoutan se réjouit que l'Assemblée générale ait adopté à l'unanimité la résolution qu'il a présentée sur « le bonheur: une démarche holistique du développement ». « Ma délégation croit fermement que le bonheur et le bien-être tels qu'ils sont promus dans mon pays permettraient une progression naturelle vers les OMD », a-t-il déclaré, annonçant la tenue d'un Groupe de discussion sur la science et l'économie du bonheur au printemps 2012, avant la Conférence Rio+20. Le Bhoutan est pleinement engagé dans la promotion d'une civilisation humaine durable, dans un environnement pacifique et sûr, et se tient disposé à partager son expérience et ses modestes réalisations, a insisté le Premier Ministre, rappelant par exemple que la couverture forestière dans le pays était passée de 64% à 81% en 40 ans. Le Bhoutan est d'ailleurs aujourd'hui le seul pays ayant pris l'engagement de maintenir pour toujours l'équilibre de son empreinte carbone, a-t-il ajouté. « Nos valeurs sociales et culturelles restent vitales même si nous avons adopté la mondialisation et accepté ce que cette dernière a à offrir, et nous sommes passés avec succès et sans heurts d'une monarchie absolue à une démocratie pleine et vibrante », a-t-il assuré, avant de présenter la candidature de son pays pour un siège non permanent au Conseil de sécurité pour la période 2013-2014. Le Bhoutan pense pouvoir amener une perspective nouvelle et holistique de la paix et de la sécurité, au-delà de ces limitations étroites, et espère s'attaquer à toutes les formes de menaces à la survie au progrès et au bonheur de la société humaine. « Oui, c'est un rêve, a enfin déclaré M. Thinley, mais nous devons oser rêver et trouver le courage et la détermination de poursuivre le plus haut des idéaux. »

M. BENJAMIN NETANYAHU, Premier Ministre d'Israël, a indiqué qu'il avait tendu, par le passé, une main de paix à l'Égypte, la Libye, la Turquie, la Tunisie, la Syrie, le Liban, l'Iran, ainsi qu'à d'autres peuples. Il a ajouté qu'il présentait une main de paix au peuple palestinien. Notre espoir pour la paix n'a jamais faibli, a-t-il dit. Le Premier Ministre a déploré que l'Accord de paix, signé en 1980 entre l'Égypte et Israël, ait été dénoncé ici même aux Nations Unies, où il est de bon ton de systématiquement critiquer Israël, pourtant seule démocratie au Moyen-Orient. Il a noté que le Liban, ou l'influence du Hezbollah est importante, présidait le Conseil de sécurité. Il a également souhaité que la lumière de la vérité éclaire pour quelques minutes la salle de l'Assemblée générale, souvent bien sombre pour Israël.

« Israël veut la paix avec un État palestinien, mais les Palestiniens veulent un État sans paix », a-t-il assené, avant d'ajouter que cela ne pouvait résulter de résolutions des Nations Unies mais de négociations. Les Palestiniens, de leur côté, veulent un État sans la paix, a-t-il déploré. Il a souligné que le plus grand danger pour le monde était l'Islam militant, qui a notamment tué des milliers

d'Américains le 11 septembre, et serait sur le point d'acquérir des armes nucléaires. Rappelant les mots « abominables prononcés, hier, par le Président iranien dans cette même salle à propos des attaques du 11 septembre, il a exhorté la communauté internationale à empêcher l'Iran d'accéder à l'arme nucléaire. Le printemps arabe pourrait en effet devenir un hiver nucléaire, a-t-il averti.

Le Premier Ministre a déploré que certains enjoignent Israël de faire des concessions systématiques pour une résolution du conflit. Cette théorie, séduisante, d'une offre globalisante n'a jamais marché, comme cela a été le cas en 2002 et en 2008, en dépit des retraits israéliens de Gaza et du Liban. La tempête de l'islamisme n'a fait alors que se rapprocher, a-t-il affirmé, ajoutant que les modérés avaient été défaits par les extrémistes musulmans. Il a indiqué avoir démantelé les colonies, déraciné des foyers et des synagogues lors de l'évacuation de Gaza avant de confier le contrôle du territoire à M. Abbas. Cela n'a pas marché, a-t-il dit, avec l'arrivée au pouvoir du Hamas et des rivières d'armes qui se sont mises à couler en provenance de l'Iran et de la Libye. Pourquoi ne se passerait-il pas la même chose en Cisjordanie, s'est-il interrogé, alors que les grandes villes israéliennes sont à portée de missiles.

« Les leçons amères de Gaza ont été oubliées, alors que le crocodile de l'islam fanatique est toujours affamé », a-t-il dit. Israël, a-t-il rappelé, est un petit pays qui ne faisait que deux tiers de la longueur de Manhattan, environné au surplus de pays qui ont juré sa destruction. Israël a, en conséquence besoin d'une plus grande profondeur stratégique, a-t-il dit, rappelant que la résolution 252 n'avait jamais demandé le retrait des territoires occupés. Les paramètres pour une sécurité intangible d'Israël sont un préalable à toute discussion sur la paix, a-t-il affirmé. Lorsque ce sera le cas, « Israël sera le premier pays à accueillir un État palestinien à l'ONU », a-t-il assuré. Il a ensuite exhorté tous les États Membres à demander la libération de Gilad Shalit. Il a insisté sur le caractère juif de l'État israélien qui, pour sa part, est déterminé à protéger les droits de la minorité arabe israélienne. Il a exhorté les Palestiniens à renoncer à modifier le caractère juif de l'État d'Israël.

M. Netanyahu a également indiqué que les colonies n'étaient qu'un sujet de préoccupation récent dans un conflit vieux de plusieurs décennies. « Les colonies de peuplement ne sont pas au cœur du conflit, c'est le refus des Palestiniens de reconnaître un État juif », a-t-il affirmé. S'adressant directement au Président Abbas, il l'a exhorté à reconnaître l'État juif. « Ne négocions pas sur les négociations, mais sur la paix. Rencontrons-nous ici, aujourd'hui. Qu'est ce qui nous empêche de nous parler afin d'aplanir nos divergences? » a-t-il demandé, avant de poursuivre, toujours à l'endroit de M. Abbas: « Je ne peux pas faire la paix sans toi. Je te tends ma main, celle de la paix. Marchons ensemble vers la lumière et que cette lumière soit celle de la paix ».

M. FREDRIK REINFELDT, Premier Ministre de la Suède, a reconnu que les huit Objectifs du Millénaire pour le développement avaient aidé la communauté internationale à mobiliser des ressources pour le développement. Des progrès importants ont été réalisés. La pauvreté a décliné dans de nombreux pays et la mortalité infantile a baissé, a-t-il souligné. Il reste toutefois beaucoup de chemin à parcourir pour offrir des opportunités égales aux peuples du monde entier. Le Premier Ministre suédois a choisi de mettre l'accent sur la situation des droits de l'homme, économiques et sociaux de 3,5 milliards de femmes et de filles, soit la moitié de la population mondiale. « On ne leur permet pas de réaliser leur plein potentiel en tant que moteurs du développement économique et de la paix et de la sécurité », a-t-il déploré. Alors qu'elles font 66% du travail dans le monde et produisent 50% de la nourriture, les femmes ne touchent que 10% des revenus et ne possèdent qu'1% des propriétés. Les femmes et les filles comptent pour 70% de la population la plus pauvre.

En 2011, il y a encore des pays qui refusent aux femmes le droit de voter, s'est indigné M. Reinfeldt. La question de l'égalité des sexes est essentielle pour garantir des droits égaux aux femmes et aux hommes. Il s'agit de donner à tous les individus les mêmes possibilités en matière d'éducation et d'opportunités économiques. L'égalité des sexes n'a pas que des avantages économiques immédiats. C'est aussi un investissement pour l'avenir. La participation des femmes à la société contribue au bien public et diminue la corruption, a-t-il fait valoir. « Aujourd'hui, les idées de liberté et de démocratie se répandent à la vitesse du son », a poursuivi le Premier Ministre, en évoquant les événements récents en Afrique du Nord et au Moyen-Orient. La Suède et 40 autres pays partagent l'avis du Rapporteur spécial des Nations Unies sur la liberté d'expression selon lequel il doit y avoir le moins de restrictions possibles à la liberté d'expression en ligne. « Nous voulons bâtir une alliance de

la liberté sur Internet », a annoncé M. Reinfeldt. Rappelant que le monde était également interconnecté par ses ressources naturelles, il a souligné que la Conférence Rio+20 sera très importante.

Tournant dans un premier temps son attention sur les événements du « printemps arabe », M. PÁL SCHMITT, Président de la Hongrie, a déclaré que le renversement des régimes autoritaires n'était que le premier pas à franchir. Comme en témoigne notre propre expérience, a-t-il indiqué, les étapes les plus difficiles du processus de transformation sont encore à venir. Il a notamment affirmé que l'établissement de nouvelles structures de pouvoir, la rédaction d'une nouvelle constitution et l'organisation d'élections libres et démocratiques devraient être un processus interne appuyé par la communauté internationale. Pour M. Schmitt, les idéaux du respect des droits de l'homme, de l'état de droit et de la bonne gouvernance doivent être mis en œuvre tout en respectant les traditions culturelles et religieuses de chaque pays. Il a ensuite fait savoir que la Hongrie entendait lancer plusieurs projets d'appui dans les démocraties émergentes du Moyen-Orient.

Abordant le volet du développement durable, M. Schmitt a estimé qu'il faudrait formuler un nouveau plan d'action dans le domaine du renforcement de l'interdépendance mutuelle et de la mondialisation. Il a constaté qu'il est de plus en plus difficile de trouver l'équilibre entre la garantie de la croissance dans toutes les régions du monde, et la protection des ressources naturelles de la planète. Il a estimé que la Conférence Rio+20 était l'occasion de générer le plus large appui possible au concept de l'économie verte qui, a-t-il affirmé, a le potentiel de contribuer à la création d'emplois et à l'élimination de la pauvreté. Afin d'appliquer ce concept, a-t-il ajouté, une réorganisation de l'architecture environnementale s'impose. Le Président de la Hongrie a ensuite appelé à la mise sur pied de stratégies compréhensives sur les plans national et régional pour faire fortement baisser les taux de maladies non transmissibles en mettant notamment l'accent sur la prévention, la détection précoce et les traitements. Il a également évoqué la candidature de son pays à un siège du Conseil de sécurité pour la période 2012-2013, affirmant que la Hongrie se tenait prête à contribuer de « manière significative » à tous les efforts destinés à rehausser les capacités de l'ONU en matière de prévention de conflit et de médiation. « Nous plaiderons pour une meilleure intégration des questions liées à la sécurité et au développement ainsi que pour une interaction améliorée entre le Conseil de sécurité et les principaux organes de l'ONU », a-t-il assuré.

M. ERNEST BAI KOROMA, Président de la Sierra Leone, a mis en exergue les fortes aspirations de son pays en matière de démocratie, de prospérité et de paix. Tout au long de ses cinquante années d'existence, le pays a fait la démonstration de son engagement à atteindre ces idéaux, a-t-il affirmé. Il a ensuite rappelé la contribution de la Sierra Leone aux efforts déployés par les Nations Unies dans les domaines de la décolonisation et de la paix, entre autres.

Dès son admission à l'ONU, la Sierra Leone contribua, par l'entremise d'un petit régiment militaire, à l'Opération des Nations Unies au CONGO (ONUC). Bien évidemment, a-t-il poursuivi, la Sierra Leone, est reconnaissante de l'impact qu'ont eu les Nations Unies dans le maintien de la paix sur son territoire, mais aussi dans sa gouvernance et son développement économique, depuis son entrée au sein de l'Organisation. M. Koroma a, par ailleurs, souligné l'urgence d'une réforme du Conseil de sécurité. « Il y a un besoin croissant de voir cet organe devenir plus représentatif, inclusif et démocratique, et de voir améliorées ses méthodes de travail », a-t-il expliqué. Le statut quo est inacceptable et a le potentiel d'effriter la légitimité, l'effectivité et l'efficacité du Conseil, a prévenu le Président.

Comme bon nombre de pays, la Sierra Leone subit actuellement des contraintes budgétaires dues à la récession économique mondiale, a indiqué M. Koroma, précisant ensuite que son pays demeurerait néanmoins optimiste quant à l'avenir, eut égard aux investissements faits pour développer dans l'édification de nouvelles infrastructures et la restructuration de l'industrie minière, notamment. Des réformes ont aussi été faites en matière de droits de l'homme, d'égalité homme-femme et d'autonomisation des femmes, a par ailleurs affirmé M. Koroma. « Je me suis engagé à faire en sorte que 30% des postes électifs soient occupés par des femmes », a-t-il annoncé. En tant qu'État partie à divers instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme, la Sierra Leone s'est engagée à mettre en œuvre les obligations découlant de ces textes, a-t-il dit.

Il a, d'autre part, exhorté la communauté internationale à soutenir son pays engagé dans un processus électoral prévu pour 2012, « afin d'assurer la tenue d'élections libres et pacifiques ». Sur la

question de la médiation, il a estimé qu'il était inévitable que tout conflit trouve sa solution dans la négociation entre États. Mais celle-ci doit se faire en se fondant sur les principes de la Charte de l'ONU. La Sierra Leone est d'avis que la médiation demeure le meilleur mécanisme pour la prévention des conflits et le règlement pacifique des différends, a-t-il conclu.

M. BORIS TADIĆ, Président de la Serbie, a estimé qu'en ces temps de changements importants, le pire à faire serait de laisser la crainte et l'indécision prévaloir. Chaque crise à laquelle nous sommes confrontés, qu'elle soit économique, politique ou environnementale, s'étend au-delà de nos frontières nationales et il n'existe aucun moyen de la résoudre sans le cadre de travail défini par des droits et règlements internationaux auxquels tous les pays doivent se conformer, a-t-il souligné. « Notre objectif doit être de gérer les crises réelles et d'éviter d'en créer d'autres inutilement », a-t-il estimé, notant l'amélioration de la coopération régionale en Europe et un nouveau niveau de confiance établi avec la Croatie. Tout ceci a préparé le terrain pour que la Serbie se propose à la présidence de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) en 2014.

La Serbie a consacré un extraordinaire niveau de ressources à la capture de criminels de guerre, a assuré M. Tadić, estimant que le pays avait rempli ses obligations et fait la preuve de sa volonté d'avancer vers un climat de réconciliation totale dans la région. Le Président de la Serbie a insisté également pour que tous fassent leur part et l'enquête du Conseil de l'Europe sur « Le traitement inhumain des populations et le trafic illégal d'organes humains au Kosovo » doit bénéficier des mêmes normes et du même examen par le Conseil de sécurité que les autres crimes de guerre, a-t-il dit. Le Président serbe a salué l'accession à l'indépendance du Soudan du Sud, « un règlement trouvé après de longues et difficiles négociations entre les deux parties » et salué par le Président des États-Unis. Il a cependant regretté que ce processus n'ait pas été respecté dans le dossier concernant la province du Kosovo et Metohija. Le 17 février 2008, les autorités d'origine albanaise ont tenté la sécession unilatérale, en violation des principes de la Charte des Nations Unies, de l'Acte final d'Helsinki et de la résolution du Conseil de sécurité 1244, a-t-il dénoncé, se félicitant qu'une forte majorité d'États Membres de l'ONU n'ait pas reconnu cette indépendance. L'appel lancé depuis ce podium pour une telle reconnaissance n'est pas un appel pour la paix, a-t-il prévenu, mais un appel pour l'unilatéralisme qui créerait un précédent profondément dérangeant et un encouragement aux parties sécessionnistes partout dans le monde. M. Tadić a assuré que son gouvernement avait fait tout son possible pour empêcher une flambée de violence, notamment au mois de juillet lors de la tentative de placer des postes frontières entre la Serbie et la région du Nord Kosovo.

Le Président Tadić a regretté que les Serbes négocient avec Pristina « avec un fusil sur la tempe, sous la constante menace de l'isolement international ». « Nous sommes extrêmement indignés par ce climat de menace émanant de pays que nous considérerions sans cela comme des partenaires naturels », a-t-il insisté. Même si la Serbie n'acceptera jamais l'action unilatérale, elle n'abandonnera plus jamais le processus de négociations, a-t-il promis, détaillant plusieurs conditions *sine qua non* d'un accord sur la question: le statut de la population serbe dans le Nord Kosovo, la mise en œuvre de la décentralisation au Kosovo au profit de ses enclaves serbes, le statut de certains sites sacrés de l'Église orthodoxe serbe et la question plus générale de la propriété. M. Tadić a estimé que l'échec pour avancer avec bonne volonté sur la question centrale des droits des communautés serbes du Kosovo, au cœur du problème, était extrêmement dérangeant. La Serbie a, en outre, un deuxième objectif en parallèle à celui de cette question: accélérer le processus d'intégration à l'Union européenne. Parvenir à atteindre ces deux objectifs est possible et dans l'intérêt de tous, a enfin déclaré M. Tadić. La Serbie a rempli les critères pour être candidate à adhérer à l'Union européenne et a montré l'exemple en matière de réconciliation, de mise en place de l'état de droit et de lutte contre le crime organisé, a-t-il dit.

M. ALPHA CONDÉ, Président de Guinée, a déclaré que sa présence dans cette enceinte était l'illustration du retour de la Guinée sur la scène internationale. Il a assuré les États Membres de l'engagement de son gouvernement de consolider l'unité et la concorde nationale et de bâtir une société démocratique. Son gouvernement, a-t-il précisé, a engagé une série de mesures de redressement pour améliorer la gouvernance dans le pays. Il a expliqué que le Gouvernement accordait une « place de choix » à l'agriculture en vue de parvenir à l'autosuffisance alimentaire. De plus, le secteur minier est en voie d'être assaini et le système judiciaire est en cours de modernisation et de restructuration. M. Condé a également fait savoir que la réforme en cours permettrait de juguler l'inflation et d'arrêter la « saignée financière ». Il a cependant signalé que le « programme ambitieux » de la Guinée de lutte

contre le sous-développement et la pauvreté ne pourrait être pleinement réalisé sans l'appui « constant et effectif » de la communauté internationale.

Abordant la question de la réconciliation nationale, M. Condé a évoqué la mise en place d'une Commission provisoire de réflexion et a indiqué que des réformes visent à faire de l'armée une institution véritablement républicaine. Il a ensuite expliqué que dans le cadre des préparatifs pour les élections législatives, un fichier sécurisé et numérisé serait établi pour corriger les anomalies constatées lors de l'élection présidentielle. Le Président de la Guinée a par ailleurs estimé qu'il fallait évaluer périodiquement le chemin parcouru dans le cadre de la lutte contre l'extrême pauvreté. Passant à la situation humanitaire dans la corne de l'Afrique, M. Condé a estimé que l'adoption d'un plan régional intégré favorisant la sécurité et l'autosuffisance alimentaire constituerait une solution durable à la crise actuelle. Commentant par ailleurs le thème de la session actuelle de l'Assemblée générale, le « Rôle de la médiation dans le règlement des différends par des moyens pacifiques », le Chef d'État guinéen a estimé que les organisations sous-régionales, régionales et internationales devaient s'approprier les mécanismes de médiation, tout en travaillant étroitement avec d'autres acteurs tels que la société civile et les organisations des jeunes et des femmes. Il a ajouté que la priorité devrait être accordée aux mécanismes africains de médiation « dont l'action s'est révélée efficace en plusieurs occasions ».

M. ISAIAS AFWERKI, Président de l'Érythrée, a indiqué que l'espoir suscité par l'élection historique du Président des États-Unis, M. Barack Obama, avait vécu. Il a appelé les puissances émergentes ou réémergentes -la Fédération de Russie, la Chine, le Brésil et l'Inde- à faire montre de davantage de leadership pour résoudre les problèmes systémiques qui sont ceux du monde aujourd'hui. Il a ensuite indiqué que si le mouvement récent de contestation avait bel et bien son épice centre en Afrique du Nord et au Moyen-Orient, il ne s'y limitait pas, les pays en développement devant faire face aux mêmes sentiments de colère et de frustration. Il a ensuite stigmatisé la paralysie des Nations Unies qui risquent d'être totalement marginalisées si elles ne parviennent à se réformer. Il a plaidé, à cet effet, pour un renforcement de l'Assemblée générale, qui devrait être dotée du pouvoir de prendre des décisions juridiquement contraignantes. Une réforme du Conseil de sécurité pour en améliorer la représentativité ne serait pas suffisante, a-t-il ajouté. M. Afwerki a ensuite exhorté les pays africains à développer les infrastructures du continent et à promouvoir leurs échanges commerciaux.

Au niveau sous-régional, M. Afwerki a indiqué que son pays œuvrerait à la revitalisation de l'Autorité intergouvernementale pour le développement, avant de souligner l'urgent besoin d'une approche différente en Somalie. Il est impératif que toutes les parties prenantes, y compris les gouvernements du Somaliland et du Puntland, se retrouvent au sein d'un processus politique qui appartiendrait à tous les Somaliens, a-t-il poursuivi. Concernant la situation au Moyen-Orient, il a exprimé la crainte que la demande d'adhésion à l'ONU présentée par la Palestine ne se transforme en bataille symbolique, dépourvue de substance, rappelant que les Accords d'Oslo, salués lors de leur conclusion en 1993, avaient eu peu de résultats. En conclusion, le Président érythréen a exhorté les Nations Unies à prendre les mesures nécessaires afin qu'il soit mis un terme à l'occupation par l'Éthiopie du territoire souverain érythréen. Il a également souhaité que les sanctions illégales qui frappent son pays soient levées.

M. MARCUS STEPHEN, Président de Nauru, s'est d'abord félicité de la récente visite historique du Secrétaire général de l'ONU à Kiribati et aux Îles Salomon. Il s'agissait de la première visite d'un Secrétaire général en fonction dans un pays des îles du Pacifique. Il a ainsi démontré son engagement à répondre aux besoins de ces pays, aussi petits soient-ils. Il a pu mesurer encore plus les défis auxquels sont confrontés les petits États insulaires en développement (PEID). Le mois prochain, le monde comptera sept milliards d'habitants, a-t-il annoncé. Face à cette démographie croissante, la communauté internationale doit s'attaquer plus que jamais à la réduction de la pauvreté.

À Nauru, cette réduction de la pauvreté est fortement poursuivie par le Gouvernement. M. Stephen a ensuite insisté sur l'importance de l'océan dans le développement des petits États insulaires en développement. C'est dans ce contexte qu'il a estimé que le prochain Sommet de la terre « Rio+20 » devrait examiner en profondeur l'importance de l'économie bleue pour ces États. La Conférence devrait entre autres veiller à mettre fin aux pêches illégales et destructrices, a-t-il dit. Il a également mis l'accent sur la nécessité de s'atteler à mieux protéger les barrières de corail face aux dégâts faits par les changements climatiques.

Nauru, a-t-il soutenu, ne dispose pas de ressources terrestres, et fonde par conséquent son avenir sur la mer. C'est ce qui explique notamment la volonté du pays d'intégrer l'autorité mondiale des fonds marins. Le Président a ensuite exhorté les Nations Unies à développer des mécanismes encore plus ciblés au bénéfice des petits États insulaires en développement, qui subissent déjà les conséquences des changements climatiques. Il a, à cet effet, souhaité que la communauté internationale prenne de nouveaux engagements en rapport avec le protocole de Kyoto.

Il a par ailleurs prévenu de la possibilité de voir disparaître certaines îles du Pacifique « si les grands pollueurs ne cessent pas leurs activités dévastatrices ». Au titre des propositions, il a appelé le Secrétaire général à développer dès maintenant les capacités de réaction de l'Organisation face aux changements climatiques. « Il est aussi temps de nommer un représentant spécial sur les changements climatiques et ses menaces sécuritaires », a-t-il suggéré.

Il a enfin abordé la question de la réforme du Conseil de sécurité, en plaidant pour sa restructuration, en vue de le rendre plus représentatif. Il faut aussi reformer ses méthodes de travail, a-t-il ajouté, avant de conclure, en invitant les Nations Unies à accueillir l'île de Taiwan au sein des membres de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques.

M. MAHAMADOU ISSOUFOU, Président du Niger, a estimé que le déficit de régulation au niveau de l'économie mondiale, la domination du capital financier, l'accroissement des inégalités constituaient autant de facteurs de désordre, de crises et de conflits qui perturbent la paix mondiale. « Les Somaliens qui connaissent les affres de la faim ou les habitants du Sahel qui y sont confrontés de manière récurrente peuvent-ils considérer qu'ils vivent dans un monde juste et humain? » a-t-il demandé. Aujourd'hui, 1 210 personnes disposent à elles seules d'un revenu de 4 500 milliards de dollars, soit 8% du PIB mondial, tandis que 40% de la population mondiale vit avec moins de 2 dollars par jour. Le Président nigérien a rappelé que son pays avait beaucoup souffert des politiques d'ajustement structurel. En outre, la promesse faite par les pays riches de porter à 0,7% de leur PIB le niveau de l'aide publique au développement n'a pas été tenue. À cela s'ajoutent les crises récentes des institutions bancaires et des dettes souveraines ainsi que l'insuffisance des investissements directs étrangers en Afrique. Selon M. Issoufou, la création d'une classe moyenne puissante dans toutes les régions du monde renforcera la croissance économique, la stabilité et la paix.

M. Issoufou a condamné le terrorisme et souligné que le Niger faisait face à cette menace à ses frontières, au nord avec l'Algérie, à l'ouest avec le Mali, et au sud avec le Nigéria. Il a eu une pensée pour les otages français enlevés dans son pays. Le Niger est également confronté à la menace des organisations criminelles de trafics des armes, de drogues et d'êtres humains. Toutes ces menaces, a-t-il estimé, sont aujourd'hui amplifiées par la crise libyenne. En effet, les dépôts d'armes ont été pillés en Libye et ces armes sont aujourd'hui disséminées dans toute la zone sahélo-saharienne avec le risque d'échouer entre des mains terroristes. Jusqu'ici, le Niger, avec des moyens très limités, supporte seul le fardeau des réfugiés libyens, a poursuivi le Président. C'est pourquoi, il a souhaité l'appui de la communauté internationale dans les domaines sécuritaire et économique. Il souhaite aussi un retour rapide à la paix et la stabilité en Libye. Par ailleurs, les secteurs de l'agriculture et de l'élevage, dont le peuple nigérien tire principalement ses moyens de subsistance, subissent les conséquences des changements climatiques. Face à cette situation, le Niger a lancé l'initiative « 3N », qui signifie les « Nigériens nourrissent les Nigériens ». Il a décidé d'augmenter les rendements en culture pluviale, de promouvoir l'irrigation, de moderniser l'élevage et de mettre en œuvre une politique de protection de l'environnement. M. Issoufou a renouvelé son appel à la communauté internationale qui est confrontée à une crise alimentaire sévère.

M. MICHEL JOSEPH MARTELLY, Président d'Haïti, a fait remarquer qu'il avait été élu avec un mandat bien précis: celui de matérialiser le changement. Il a remercié la communauté internationale d'avoir accompagné les élections présidentielles dans son pays.

« Je crois qu'il appartient d'abord, aux pays concernés, de rechercher et de trouver des pistes de solution; car toutes celles imposées, généreuses ou non, ne produiront à moyen terme que des effets adverses », a déclaré M. Martelly. « C'est ce juste équilibre entre une gouvernance adulte et une assistance internationale bien pensée qu'il convient de rechercher. »

Le Président a estimé que les nombreuses missions de paix et de stabilisation des Nations Unies, « accueillies avec soulagement aux premiers jours, s'essoufflent à moyen terme ». Dans le cas d'Haïti, toutefois, il s'est demandé à quoi aurait servi la Mission si aujourd'hui elle se retirait « sans préavis ». La stabilisation politique passe par plusieurs étapes. Elle ne saurait se réduire à une simple force d'interposition ou à un rôle d'observateur plus ou moins neutre.

Les quatre axes majeurs de la politique préconisée par le Gouvernement de M. Martelly sont: l'éducation, l'emploi, l'environnement et l'état de droit. Il a exhorté les nations à s'engager franchement dans la lutte contre la déforestation et contre le réchauffement climatique. « Il n'y aura pas de paix dans le monde tant que le cadre de vie de pays comme le mien sera aussi dégradé, rendant les catastrophes encore plus dramatiques, les inondations encore plus sévères, les sécheresses encore plus meurtrières, l'exode rural encore plus massif », a insisté le Président haïtien.

Évoquant les fonds mis à disposition des populations victimes de catastrophes, M. Martelly a souhaité que les promesses ne restent pas lettre morte et que les projets de reconstruction voient le jour. « Dans le cas d'Haïti, il s'agira pour les nations amies de nous aider à reconstruire plus qu'un espace physique, mais des hommes et des femmes auxquels il faut rendre l'espoir. » « Haïti est désormais debout, prête à se reconstruire, prête pour un nouveau départ », a conclu le Président.

M. PIERRE NKURUNZIZA, Président du Burundi, a estimé que le processus de consolidation de la paix dans son pays, accompagné par les Nations Unies, avait culminé avec l'organisation réussie des élections de 2010. L'espace démocratique existe au Burundi. C'est la première fois, s'est-il félicité, que des institutions démocratiquement élues terminent en paix et en action le mandat confié par le peuple, même si des actes d'insécurité subsistent en raison d'une réinsertion insuffisante d'ex-combattants et d'une paupérisation momentanée de la population, conséquence des aléas climatiques. Il a estimé que l'esprit de dialogue dans le processus de consolidation avait aussi permis au Parlement burundais de mettre en place l'institution de l'ombudsman et la Commission nationale indépendante des droits de l'homme, pour laquelle il a demandé l'appui de la communauté internationale.

Le Burundi poursuit, par ailleurs, ses efforts pour atteindre les Objectifs du Millénaire pour le développement dans plusieurs secteurs clefs de la vie nationale, a-t-il souligné, citant la construction de 2 024 écoles, de 80 centres de santé et de plus de 2 000 bornes fontaines pour l'adduction en eau potable, en seulement trois ans. Toutefois, le pays reste confronté à des incidents, dus essentiellement au banditisme armé, aux conflits armés et à l'existence de forces négatives dans certaines contrées de la région des Grands Lacs. Le Président burundais s'est dit notamment consterné par la tragédie de Gatumba le 18 septembre dernier, où une quarantaine de personnes sont mortes lors d'une attaque contre un cabaret. Le Burundi ne saurait rester sourd et aveugle vis-à-vis des préoccupations régionales et internationales, a poursuivi M. Nkurunziza, rappelant l'implication de son pays au sein de l'AMISOM, en Somalie. Pour réussir le combat contre le terrorisme, la gouvernance mondiale doit être à la hauteur du défi, a-t-il déclaré. À cet égard, la réforme du Conseil de sécurité ainsi que l'interaction permanente entre ce dernier et l'Assemblée générale sur toutes les questions d'intérêt mondial, deviennent une urgence, a-t-il estimé. Il a enfin enjoint l'Assemblée à accélérer la recherche de l'équilibre entre le développement et la survie de la planète.

M. EMANUEL MORI, Président des États fédérés de Micronésie, s'est réjoui de la déclaration du Conseil de sécurité, en juillet dernier, au sujet des changements climatiques et a rappelé qu'en tant que membre du Groupe des petits États insulaires en développement du Pacifique (PEIDP), la Micronésie est menacée par les conséquences des modifications du climat, notamment l'élévation du niveau de la mer qui hypothèque l'existence même du pays. Remerciant le Secrétaire général des Nations Unies pour la visite effectuée dans la région Pacifique dans le cadre du quarantième anniversaire du Forum des Îles du Pacifique, le Président a dit espéré que M. Ban accordera une attention encore plus particulière à la question des changements climatiques, après cette première visite d'un Secrétaire général de l'Organisation dans un pays membre des PEIDP, 66 ans après la naissance de l'ONU. M. Mori a suggéré que la communauté internationale agisse maintenant avant que des pays vulnérables comme le sien ne disparaissent.

Le Président de la Micronésie a fait mention d'épaves de navires qui ont coulé durant les conflits armés que le Pacifique a connus, il y a une soixantaine d'années. Il a indiqué que ces épaves

contiennent 32 millions de litres de pétrole qui pourraient se déverser dans la mer et créer une marée noire plus grave que celle que le golfe du Mexique a vécu l'année dernière. Cette sombre perspective, a noté M. Mori, pourrait avoir des effets dévastateurs sur l'environnement, la chaîne alimentaire et les récifs environnants qui sont importants pour la vie de la faune marine. « Pour éviter un désastre environnemental majeur, j'en appelle à la communauté internationale pour un soutien immédiat », a-t-il déclaré. En rapport avec la Conférence Rio+20 qui se tient l'année prochaine au Brésil, il a relevé que la Micronésie et les autres membres du Groupe des PEIDP avait souhaité la reconnaissance de l'expression « économie bleue » en référence à ces petites îles qui vivent grâce aux produits de la mer. Il a ensuite décrié la pêche illégale qui détruit les ressources dont la Micronésie a besoin, et a appelé, une fois de plus, les Nations Unies à reconnaître comme groupe spécifique les petits États insulaires en développement. Le Président a en outre suivi la voie des États-Unis au sujet du conflit israélo-palestinien en appelant les deux parties à signer des accords de paix avant que la reconnaissance formelle de l'État palestinien ne se fasse aux Nations Unies.

M. IKILILOU DHOININE, Président de l'Union des Comores, a déclaré que la paix n'a jamais été aussi menacée dans le monde. Elle l'est par les crises politiques, les maladies, les catastrophes naturelles, le chômage, la précarité et le sous-développement. Par ailleurs, des foyers de tensions dans diverses régions du globe continuent à faire de nombreuses victimes, a-t-il ajouté, avant d'appeler la communauté internationale à renforcer son rôle dans la recherche d'une solution rapide à toutes ces crises. « C'est en luttant ensemble et efficacement contre ces maux que nous parviendrons à préserver les populations et à assurer une meilleure rentabilité des ressources humaines, a-t-il déclaré. De façon générale, a-t-il dit, il convient surtout d'agir ensemble et vite pour la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le développement.

Comme petit État insulaire en développement, les Comores, a poursuivi son Président, accorde une attention particulière à la question des changements climatiques et de l'environnement. Malgré cette menace, « nous nous employons à améliorer le quotidien de nos populations, mais nous avons également besoin de l'appui de la communauté internationale », a-t-il dit. Il a également exhorté la communauté internationale à apporter plus d'assistance à son pays, confronté au terrorisme, à la piraterie et autres formes de la criminalité organisée, y compris les trafics des stupéfiants et d'armes légères. Le Chef de l'État a ensuite évoqué la question de la crise à Madagascar, estimant que les efforts engagés par la Communauté des États d'Afrique australe (SADC), appellent le soutien multiforme de la communauté des États. Faisant référence à la question de l'île comorienne de Mayotte, la départementalisation de cette île décidée unilatéralement par la France est pour les Comores, comme pour la communauté internationale, nulle et non avenue et ne pourrait être considérée comme un fait accompli, a-t-il soutenu. « Je tiens à réitérer notre légitime détermination à continuer à revendiquer la réintégration de l'île comorienne de Mayotte dans son ensemble naturel », a dit le Président, précisant que ceci se ferait par la voie de la négociation avec la France.

M. ANOTE TONG, Président de Kiribati, a noté que la communauté internationale dans son ensemble continuait de faire face à de nombreux défis sur le plan politique et social, ainsi que dans le domaine de la stabilité économique. Les catastrophes résultant des activités humaines sont aujourd'hui la cause d'énormes souffrances pour les populations de nombreuses régions du monde, a-t-il indiqué. Des pays et des peuples font en outre face aux menaces que sont le terrorisme, les conflits armés et le trafic d'êtres humains. « Notre organisation internationale est-elle outillée pour répondre à ces défis, ou alors n'est-il pas temps de revoir la structure et l'effectivité de la gouvernance mondiale? » s'est interrogé le Président.

M. Tong a regretté l'absence de progrès accomplis dans le cadre des négociations sur les changements climatiques « qui demeureront pour longtemps la malédiction de notre planète ». Il s'est ainsi félicité de ce que le Secrétaire général ait constaté lui-même la réalité des conséquences des changements climatiques, au cours de sa récente visite dans son pays. Faisant référence à la Conférence Rio+20, qui se tiendra au Brésil l'année prochaine, il a émis le vœu que la communauté internationale prenne des initiatives novatrices pour s'attaquer à cette question. M. Tong a en outre expliqué que son pays voyait son combat pour le développement durable entravé par la hausse des prix des produits alimentaires et du pétrole. C'est pourquoi, il a appelé à un appui de la communauté internationale, a-t-il dit en conséquence. Le Président a par ailleurs plaidé pour la cessation de l'isolation de l'île de Taiwan sur la scène internationale et appelé à son inclusion dans la lutte contre les changements climatiques.

M. ANDRY NIRINA RAJOELINA, Président de Madagascar, a déclaré qu'après trois ans de crise politique et trois ans d'absence, son pays était aujourd'hui fier de retrouver sa place dans le concert des Nations. Les crises qui se sont succédées à travers le monde, et tout récemment dans le Nord de l'Afrique, démontrent l'importance et l'actualité du rôle de la médiation dans le règlement des différends par des moyens pacifiques, a-t-il estimé, soulignant que son pays avait lui-même traversé une étape décisive, et que grâce au concours de la médiation internationale, les Malgaches ont pu trouver entre eux un consensus porteur d'espoir. Toute médiation devrait recueillir les informations à leurs sources et constater, de visu, les réalités prévalant sur le terrain du conflit, avant de proposer une solution qui serait durable et acceptable par tous, a-t-il insisté.

M. Rajoelina a observé que l'histoire avait montré que des actes démesurés d'un dirigeant utilisant la force engendraient des conséquences graves qui pouvaient aboutir au chaos. À Madagascar, le peuple s'est soulevé avec détermination pour rompre avec un passé caractérisé par une mauvaise gouvernance, le non-respect des principes démocratiques, des droits de l'homme et de l'état de droit, entraînant une paupérisation généralisée, une misère sociale insoutenable au quotidien et une frustration grandissante ressentie par une majorité, a-t-il assuré.

Saluant les efforts inlassables de l'équipe de médiation de la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC), des Nations Unies, de l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF) et de la Commission de l'océan indien, il a salué la patience et le courage du peuple malgache dans la résolution pacifique de la crise politique. La grande famille politique malgache est désormais résolue à aller de l'avant, a-t-il déclaré, comme le prouve la feuille de route de sortie de crise signée par la grande majorité des parties prenantes malgaches le 17 septembre dernier.

Toutefois, les efforts à entreprendre et qui suivent restent nombreux, a reconnu le Président malgache, lançant un appel solennel à la communauté internationale pour qu'elle apporte sa contribution individuelle et groupée à la reconstruction et au développement. Pour sa part, M. Rajoelina a assuré qu'il ne ménagerait aucun effort et a souhaité qu'un calendrier électoral puisse être fixé dans les meilleurs délais possibles après évaluation des besoins électoraux de Madagascar par les Nations Unies.

M. JOSIA VOREQE BAINIMARAMA, Premier Ministre de Fidji, a indiqué que son pays avait ouvert cette année des ambassades en Afrique du Sud et en Indonésie et le fera prochainement au Brésil. En mai dernier, Fidji est devenu membre du Mouvement des non alignés. Aux Nations Unies, le pays est un membre actif du groupe Asie-Pacifique, aux côtés des autres petits États insulaires en développement de la région. Guidé par la Charte du peuple pour le changement, la paix et le progrès, Fidji développe ainsi ses relations bilatérales et multilatérales.

Le Premier Ministre a rappelé que Fidji contribuait aux opérations de maintien de la paix des Nations Unies depuis 1978. Des Casques bleus fidjiens sont actuellement stationnés en Iraq, au Soudan du Sud, à Abyei, au Darfour, au Libéria et au Timor-Leste. Par ailleurs, en tant que membre du Comité de la décolonisation, Fidji a l'intention de suivre les progrès concernant l'Accord de Nouméa et la Nouvelle Calédonie. M. Bainimarama a préconisé une collaboration plus étroite entre le Secrétariat de l'ONU et le Groupe mélanésien Fers de lance.

Les Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) continuent d'inspirer les efforts de développement de Fidji, a poursuivi le Premier Ministre. En vertu de la feuille de route pour la démocratie et le développement socioéconomique durable, le pays donne la priorité à l'expansion de l'électrification des zones rurales, à l'accès à l'eau, et au développement des routes.

Un large pourcentage de la population de Fidji risquant de contracter des maladies non transmissibles, dites « maladies des modes de vie », M. Bainimarama s'est félicité de la tenue de la Réunion de haut niveau sur ce sujet. Fidji a été le premier pays à signer et ratifier la Convention-cadre sur le contrôle du tabac. Il est également l'un des premiers pays à piloter le programme de réduction du sel.

Fidji est particulièrement vulnérable aux changements climatiques et le Premier Ministre a espéré que la prochaine réunion de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques à Durban produira des résultats positifs. Le caractère urgent de la situation et le risque réel posé par l'augmentation du niveau des mers a poussé les petits États insulaires en développement à attirer l'attention du Conseil de sécurité sur les implications sécuritaires des changements climatiques.

En tant que premier signataire de la Convention sur le droit de la mer, Fidji maintient ses obligations océaniques au cœur de sa politique étrangère, a expliqué M. Bainimarama. Compte-tenu de l'intérêt accru pour l'exploitation minière des fonds marins, il est impératif que l'Autorité internationale des fonds marins reste vigilante pour sauvegarder l'intégrité environnementale des fonds marins du monde. L'océan Pacifique est au cœur des moyens d'existence de Fidji, de sa sécurité alimentaire et de son économie.

Mme CISSÉ MARIAM KAIDAMA SIDIBÉ, Premier Ministre du Mali, s'est dite convaincue que la prévention des conflits et leur résolution par la médiation constituaient un gage de paix et de sécurité. En Afrique, si des progrès remarquables ont été accomplis au Libéria, en Sierra Leone, en Guinée-Bissau, en Côte d'Ivoire, en République démocratique du Congo et dans la région des Grands Lacs, il n'en demeure pas moins que la situation dans la corne de l'Afrique et de l'Afrique du Nord, notamment en Libye, continue d'être une source de préoccupation majeure. Les conflits fratricides qui s'y déroulent ont causé d'énormes pertes en vies humaines et des destructions massives d'infrastructures socioéconomiques, hypothéquant ainsi les efforts de développement de ces pays.

Le Premier Ministre malien a évoqué les défis sécuritaires dans la bande sahélo-saharienne que le Mali partage avec plusieurs pays frères. La sous-région est confrontée à la prolifération d'armes légères et de petit calibre (ALPC), aux trafics de drogues et d'êtres humains alimentés par des réseaux de la criminalité organisée en collision avec des groupes terroristes. Le pays réaffirme son soutien à toutes les initiatives des États de la sous-région visant à mieux coordonner et harmoniser les efforts pour relever les défis communs.

Mme Sidibé a annoncé que l'année 2012 sera une année importante pour le Mali. Le Président, qui n'est pas candidat à sa propre succession, a procédé à une révision de la Constitution de 1992, à l'issue de consultations nationales, afin de consolider la démocratie, la bonne gouvernance et l'État de droit. C'est pourquoi elle a invité la communauté internationale, ainsi que les partenaires du développement, à appuyer le processus électoral en cours et à accompagner les efforts visant à relever le défi de l'organisation du référendum constitutionnel et des élections libres, transparentes et démocratiques. Confronté au phénomène de la désertification et aux aléas pluviométriques, le Mali considère les changements climatiques comme l'un des défis majeurs qui affectent la survie et le développement de l'humanité. Le Premier Ministre a réaffirmé l'engagement de son pays à intensifier les actions qu'il mène dans le cadre de la préservation des sols, des forêts et de la faune. Elle a ajouté que la crise financière mondiale ne devait pas devenir un prétexte pour réduire l'aide publique au développement.

M. SIBUSISO BARNABAS DLAMINI, Premier Ministre du Swaziland, a déclaré que la recherche de la paix et de la sécurité était essentielle pour un avenir de coexistence commune. Les efforts internationaux pour atténuer les conflits internes doivent toutefois comprendre les sensibilités propres à chaque situation. « Il n'y a pas de taille unique dans la recherche de la paix, car chaque époque et chaque cas sont uniques », a insisté le Premier Ministre. M. Dlamini a félicité le Soudan du Sud pour son accession à l'indépendance et réaffirmé son attachement au concept d'une « solution africaine à un problème africain ». Il s'est ensuite réjoui de la formation d'un gouvernement non exclusif en Jamahiriya arabe libyenne. Le monde a besoin d'une Libye unifiée et stable qui reprendra sa place dans les relations internationales, a-t-il dit. Évoquant la guerre en Somalie, à laquelle s'ajoute une famine redoutable, le Premier Ministre du Swaziland a estimé que la Somalie pourrait mieux gérer cette dernière catastrophe humanitaire si la communauté internationale collaborait à une solution politique durable. « Malheureusement, le monde semble avoir oublié la Somalie », a-t-il déploré. Si la lutte contre la piraterie a été appuyée, il n'en a pas été de même pour développer une approche globale. « Les interventions ne doivent pas avoir lieu seulement quand certains intérêts sont menacés », a-t-il fait remarquer.

Le Swaziland se joint au reste du monde pour condamner le terrorisme et les menaces à la paix et à la sécurité internationales. La promotion et la protection des droits de l'homme sont un objectif commun à tous les pays, a ajouté M. Dlamini. En tant que pays en développement, le Swaziland estime qu'il faut accorder une plus grande importance au développement, « pour que chacun puisse jouir des avantages de la mondialisation ». Les droits économiques et sociaux, comme le droit à l'alimentation et le droit à la santé, sont essentiels. En outre, a rappelé le Premier Ministre, le Swaziland a voté pour la résolution portant création du Conseil des droits de l'homme et fait partie du consensus sur l'examen du Conseil. Le Swaziland figure sur la liste des pays dont la situation des droits de l'homme sera examinée lors de la prochaine session du Groupe de travail sur le Mécanisme d'examen périodique universel à Genève, en octobre 2011.

M. TILLMAN THOMAS, Premier Ministre de la Grenade, a mis l'accent sur la nécessité d'œuvrer de manière désintéressée à préserver la planète pour le bien des générations futures. Un moyen sûr d'y arriver est d'éviter toute confrontation nucléaire, a-t-il souligné, saluant tous les États qui ont consacré beaucoup de temps et d'efforts dans la non-prolifération. Le Premier Ministre a également affirmé que son pays subissait lourdement les effets de la crise économique, la population étant notamment confrontée aux prix élevés des produits alimentaires et du carburant, tandis que les revenus nationaux baissent et que la dette continue de s'accroître. M. Thomas a en outre estimé que les efforts de la Grenade en vue de réaliser le développement durable pouvaient être appuyés à la fois par la Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques en décembre 2011 à Durban, en Afrique du Sud (COP 17), et la Conférence « Rio+20 » sur l'environnement en juin 2012. Le Chef du Gouvernement de la Grenade a appelé toutes les parties à négocier sérieusement et à remplir les engagements pris au cours des deux Conférences. Il s'est dit convaincu que la question d'une réponse mondiale appropriée aux changements climatiques devait rester une priorité de l'agenda mondial.

Par ailleurs, M. Thomas a souligné l'importance d'une réforme des Nations Unies, en particulier du Conseil de sécurité, afin de le rendre plus représentatif et inclusif, faute de quoi, a-t-il ajouté, cet organe perdrait de la légitimité politique dont il a besoin pour maintenir et renforcer son leadership dans le monde et pour prendre les meilleures décisions. Il a également plaidé en faveur d'un renforcement des relations entre les Nations Unies et la Communauté des Caraïbes (CARICOM) au profit des habitants de la région.

Enfin, le Premier Ministre a appelé les États Membres qui se sont engagés à aider Haïti à tenir leurs promesses et à soutenir les efforts du peuple haïtien, puis il a exhorté les États-Unis à lever complètement l'embargo économique imposé au peuple de Cuba.

M. KAY RALA XANANA GUSMÃO, Premier Ministre du Timor-Leste, a annoncé que son pays s'était engagé sur la voie de la stabilité. De ce fait, a-t-il dit, la Mission intégrée des Nations Unies au Timor-Leste devrait prendre fin l'année prochaine. Il a relevé que son gouvernement s'était engagé à mettre fin au cycle de violence qui sévit dans le pays depuis l'an 2000, et avait mis en place des politiques orientées vers le développement du Timor-Leste. Dans ce contexte, les principes de bonne gouvernance ont été introduits dans l'administration du Timor-Leste à travers des mesures comme la création d'une Commission anti-corruption, d'une Cour des comptes ou la diffusion quotidienne d'informations sur la gestion du budget du pays sur un site Internet interactif accessible au public.

Le Premier Ministre s'est réjoui que ces mesures de transparence aient conduit le pays à une embellie financière comme le démontre les 8,9 milliards de dollars consécutifs à l'exploitation pétrolière dans le pays. Il a ajouté que son pays connaissait une croissance économique à deux chiffres. Dans ce contexte, le Timor-Leste qui vit dans la stabilité aujourd'hui, a-t-il relevé, a mis sur pied un plan de développement stratégique qui lui permettrait de passer de la catégorie des pays à moindre revenu à celle de pays à revenu intermédiaire à l'horizon 2030. Pour le moment, a-t-il souligné, le pays appartient à la catégorie des 50 États les moins avancés et est considéré comme un État fragile en vertu de certains indicateurs institutionnels, politiques, économiques et sociaux.

Le Premier Ministre a indiqué que l'année 2012 apparaissait comme une année charnière pour le Timor-Leste avec de grands rendez-vous programmés: l'organisation d'élections présidentielle et législatives, le dixième anniversaire de la restauration de l'indépendance du pays, la commémoration

du centenaire de la révolte de Manufahi et le cinq-centième anniversaire de l'arrivée des Portugais dans le pays. Il en a profité pour remercier le Portugal pour les bonnes relations de coopération entretenues avec le Timor-Leste.

Dans la même perspective de coopération, il a indiqué la volonté de son pays à rejoindre l'Association des Nations de l'Asie du Sud-Est (ANASE), ainsi que sa volonté de renforcer la coopération avec d'autres partenaires internationaux. Regrettant les nombreuses divisions visibles à travers le monde, le Premier Ministre a affirmé que la communauté internationale avait besoin d'un nouvel ordre mondial politique et économique, un ordre dans lequel les conflits et la discorde seraient remplacés par le dialogue, dans lequel la démocratie serait utilisée pour donner la parole aux faibles, et un ordre dans lequel l'aide au développement et la solidarité seraient utilisées pour atténuer la souffrance des populations.

M. Gusmão a souhaité que les populations du Sahara occidental et de la Palestine puissent trouver des moyens de résoudre leurs conflits qui sont les plus vieux du monde.

M. STAVROS LAMBRINIDIS, Ministre des affaires étrangères de la Grèce, a d'emblée affirmé que l'ONU va dans le sens où les États Membres la guide. « Nous sommes la force qui la pousse vers ses réalisations, nous sommes la raison qui justifie ses échecs, et quand nous sommes d'accord sur un sujet, l'humanité devient plus forte », a-t-il indiqué. Il a ensuite évoqué des enjeux majeurs de la coopération internationale, comme les changements climatiques, la désertification, les maladies non transmissibles qui freinent les efforts de développement, et les migrations illégales qui créent des problèmes à de nombreux pays tels que la Grèce. Soulignant que les Nations Unies et le Conseil des droits de l'homme ont apporté une contribution louable au sujet des droits de l'homme, il a déclaré que la Grèce est candidate pour siéger au sein du Conseil des droits de l'homme l'année prochaine, et en a appelé au soutien des États Membres. Le Ministre a souligné que son pays a lancé, il y a deux ans, l'« Agenda 2014 » qui a pour but d'appuyer les aspirations des pays voisins à entrer dans l'Union européenne.

M. Lambrinidis a ensuite parlé de la consolidation de la paix dans les Balkans, en estimant que le Kosovo apparaissait comme un obstacle du fait de tensions qui ont été visibles dans la région au cours des derniers mois. Il a aussi regretté que le nom de l'ex-République yougoslave de Macédoine soit un objet de litige. Selon ses explications, ce nom renvoie à un ensemble géographique qui va bien au-delà des frontières de cet État. Il a ainsi regretté une tentative de modification d'une réalité historique et géographique différente. Au sujet du printemps arabe, le Ministre a souligné que son pays a participé à des évacuations de milliers de personnes dans les pays touchés et a mis en place des structures d'accueil en Crète pour permettre de gérer la situation humanitaire en Libye. Concernant la question palestinienne, il a affirmé que la Palestine a le droit d'exister comme État indépendant au même titre qu'Israël. Souhaitant que les actions de déstabilisation menées par la Turquie à Chypre cessent, il a réaffirmé la volonté de la Grèce à trouver une solution pacifique et diplomatique au problème de délimitation de la frontière commune partagée avec la Turquie. Il a également soutenu les pourparlers de paix menés sous les bons offices des Nations Unies afin de permettre une réunification de Chypre. Évoquant la situation économique de la Grèce, M. Lambrinidis a indiqué que son gouvernement investit dans les domaines tels que l'énergie verte, le tourisme, l'agriculture et les infrastructures de haute technologie afin de renouer avec la croissance.

M. NICKOLAY MLADENOV, Ministre des affaires étrangères de la Bulgarie, est revenu sur des thématiques abordées au cours des débats de ces derniers jours au Siège des Nations Unies. Il a notamment évoqué les maladies non transmissibles qui, a-t-il révélé, sont les plus grandes causes de décès en Bulgarie. Il est également revenu sur la sécurité nucléaire en rappelant que des accidents nucléaires ont des effets transfrontaliers, et de ce fait, un consensus international doit être trouvé afin d'assurer la sécurité des populations. Il a aussi prôné le désarmement nucléaire et a invité l'Iran à coopérer avec l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA). Au sujet du « printemps arabe », le Ministre a salué les réformes que les Rois du Maroc et de Jordanie ont mises en œuvre et a regretté les massacres de populations qui ont cours en Syrie. Il a ainsi appelé le Président de la Syrie à mettre fin à ces violences contre son peuple. M. Mladenov a souhaité la bienvenue au Soudan du Sud dans le concert des Membres des Nations Unies, ainsi que les nouveaux représentants du peuple libyen. Il a rappelé les exactions de l'ancien dirigeant libyen, notamment l'affaire des infirmières bulgares qui ont passé huit années en prison en Libye avant d'être libérées. Au sujet de la coopération en Europe, le

Ministre a fait remarquer que l'Union européenne avait été mise en place pour barrer la route aux conflits et a indiqué que l'Europe ne pourrait être complète sans l'intégration des pays des Balkans dans l'Union européenne. « Afin que la guerre prenne fin dans la région des Balkans, a-t-il souligné, tous les pays qui sont nés de l'ex-Yougoslavie doivent faire partie de l'Union européenne. »

Mon pays, a-t-il noté, est le produit de traditions chrétienne, juive et musulmane, c'est pour cette raison que nous ne pouvons rester indifférents à la situation du Moyen-Orient. Il a rappelé que l'État d'Israël a vu le jour au sein des Nations Unies en 1947, et il a ajouté que le peuple palestinien a droit à son propre État dans les frontières de 1967. « Je ne peux rester indifférent quand le droit d'exister n'est pas reconnu, a-t-il dit, car le refus de ce droit signifierait ne pas respecter les valeurs de notre civilisation. » Soutenant que Palestiniens et Israéliens doivent renouer avec le dialogue, le Ministre a indiqué que la Bulgarie avait reconnu la Palestine depuis 1988 et avait maintenu de bonnes relations avec les deux parties. Passant à la question de la réforme des Nations Unies, le Ministre a souhaité l'augmentation du nombre de membres non permanents au sein du Conseil de sécurité originaires d'Europe de l'Est car, a-t-il précisé, le nombre des pays de cette région a pratiquement doublé en deux décennies. Il a en outre invité les Nations Unies à plus de transparence et de rigueur dans la gestion. Le Ministre a souhaité que la communauté internationale soit plus engagée dans la voie du développement durable, et a rappelé que le monde fait face à de nombreux défis qui vont influencer l'avenir. « Nous devons trouver des solutions à ces défis de manière synergique », a-t-il conclu.

* * * * *

À l'intention des organes d'information • Document non officiel